Novembre 2005

F

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة | 联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación

# CONFERENCE

**Trente-troisième session**

**Rome, 19– 26 novembre 2005**

## RAPPORT DE LA RÉUNION INFORMELLE DES OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES (OING)

1. La réunion informelle des observateurs d'organisations internationales non gouvernementales (OING) assistant à la trente-troisième session de la Conférence de la FAO s'est tenue le samedi 19 novembre 2005. On trouvera en annexe une liste des participants. Comme il est d'usage, le rapport de la réunion est soumis à l'attention de la Conférence.

2. Le Groupe *ad hoc* des représentants des OING auprès de la FAO résidant à Rome (GAH-OING) et le Comité international de planification des ONG/OSC pour la souveraineté alimentaire ont préparé cette réunion en consultation avec la FAO et ont sélectionné les points ci-après de l'ordre du jour:

- La réforme de la FAO – Une vision pour le XXIe siècle (C 2005/INF/19)
- Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (C 2005/6)
- Rapport intérimaire sur l'application du Plan d'action – Parité hommes-femmes et développement (C 2005/7)

3. Deux Coprésidents ont été nommés: M. Antonio Onorati (Crocevia), représentant le Comité international de planification des ONG/OSC pour la souveraineté alimentaire, et M. Paolo Rozera (Organisation mondiale du mouvement scout), représentant le GAH-OING.

4. L'ordre du jour proposé a été adopté.

5. Les incidences probables pour la société civile des réformes proposées de la FAO ont été présentées par M. Thomas Price, chargé de l'Unité des ressources et des partenariats stratégiques (TCDS) et par Mme Anna Rappazzo, du Secrétariat de l'Alliance internationale contre la faim (IAAH). Ils ont pris note des points pertinents du document officiel préparé pour la Conférence, et ont en particulier souligné les responsabilités proposées pour le nouveau « Département pour les alliances et les moyens d'existence en milieu rural ».

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

W/J6704/f

Les participants ont exprimé le souhait que les mécanismes consultatifs des ONG/OSC soient sollicités dès que la Conférence prendrait une décision à ce sujet. Les OSC donneraient alors leur avis sur la réforme et sa mise en œuvre.

6. Pour ce qui est de la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural, M. Parviz Koohafkan, Directeur de la Division du développement rural (SDA), a présenté un exposé riche en informations sur la Conférence, les questions qu'elle traitera et le processus d'association des ONG/OSC à sa préparation. Les participants ont fait part de leur vif intérêt pour la Conférence, pour la préparation de laquelle le Comité international de planification des ONG/OSC pour la souveraineté alimentaire et le GAH-OING ont tous deux été consultés. Ils ont souligné que l'accès à la terre et à l'eau, leur gestion par les paysans, les agriculteurs, les peuples autochtones, les pasteurs, les pêcheurs et les travailleurs sans terre est une condition préalable à toute stratégie de lutte contre le faim et la pauvreté.

7. Les participants ont indiqué qu'ils étaient très favorables à la séance de dialogue « sur un pied d'égalité » entre les gouvernements et les OSC prévue pendant l'ICARRD afin de donner aux OSC la possibilité d'exprimer pleinement leurs propres préoccupations, besoins et vues.

8. Les participants ont souligné la nécessité d'accorder toute l'attention voulue au rôle et aux responsabilités des femmes, notamment:

i) leurs droits à la propriété foncière

ii) leurs droits à des disponibilités, gratuites et peu éloignées, d'eau pour les usages agricoles et familiaux

iii) l'appui aux femmes rurales au point de vue des infrastructures rurales, pour alléger les charges familiales

iv) l'appui pour l'obtention de microcrédits en vue d'activités rémunératrices

v) le soutien et la promotion de l'éducation et de l'enseignement en matière d'économie domestique/ familiale pour les garçons et les filles.

9. Les participants se sont félicités de l'initiative, prise par Comité international de planification des ONG/OSC pour la souveraineté alimentaire, visant à faciliter l'organisation, en parallèle, d'un forum des mouvements sociaux, des OSC et des ONG à Porto Alegre, intitulé « *Tierra y Dignidad* ». Le Forum visera à fournir des apports à l'ICARRD grâce à des études de cas fondées sur les expériences et stratégies menées directement par les organisations de la société civile, et les organisations locales et sociales.

10. Au sujet du Rapport intérimaire sur l'application du Plan d'action – Parité hommes-femmes et développement (C 2005/7), Mme Marcella Villarreal, Directrice de la Division de la parité hommes-femmes et de la population, a mis en exergue les principaux points du document de la Conférence, ainsi que l'événement parallèle prévu pour le 21 novembre 2005. Les participants ont reconnu les efforts faits par le Secrétariat de la FAO, mais ils ont noté qu'il reste encore beaucoup à faire aux gouvernements pour mettre en œuvre les politiques et programmes à l'échelle nationale afin de modifier en profondeur l'actuelle situation d'inégalité des femmes rurales.

11. CONCLUSIONS

Les participants ont fait part de leur vive préoccupation en ce qui concerne la détérioration continue des conditions de vie dans les zones rurales, aussi bien dans le Sud que dans le Nord, et ils ont exhorté les gouvernements des États Membres à s'acquitter de leurs responsabilités à l'égard de tous les peuples, y compris le respect obligatoire de la législation appropriée. Les participants à la réunion ont indiqué qu'ils étaient prêts à appuyer les politiques gouvernementales visant à inverser les tendances négatives actuelles et ils ont appelé à une planification participative et à la consultation avec les organisations de producteurs alimentaires (agriculteurs, paysans, peuples autochtones, pêcheurs, personnes travaillant dans le secteur alimentaire, etc.).

Ils se sont aussi déclarés préoccupés par le caractère limité des ressources (financières et humaines) dont on dispose pour l'agriculture et le développement rural et le faible rang de priorité qui leur est souvent attribué.